

REPUBLIQUE TOGOLAISE

TRAVAIL-LIBERTE-PATRIE

MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DE L'INTEGRATION REGIONALE ET DES
TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR

SECRETARIAT GENERAL
DIRECTION DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES
DIVISION DES CANDIDATURES, DE LA PROMOTION
ET DU PLACEMENT DES CADRES

N° 00062 /MAEIRTE/SG/DOI/DVCPC

REPUBLIC OF TOGO

WORK-FREEDOM-HOMELAND

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,
REGIONAL INTEGRATION AND
TOGOLESE ABROAD

GENERAL SECRETARIAT
DIRECTORATE OF INTERNATIONAL ORGANIZATIONS
DIVISION OF CANDIDATURES AND EXECUTIVE
PROMOTION

Lomé, le 04 JAN 2023

SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT

Arrivé le 05/01/23

Sous le N° 070/SGG

Le Ministre

A

Monsieur le ministre d'Etat, mesdames/messieurs
les ministres et ministres délégués

Lomé

Monsieur le ministre d'Etat, mesdames/messieurs les ministres et ministres délégués,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-joint, copie de l'appel à candidature pour le programme de bourses de la commission économique des nations unies pour l'Afrique (CEA) en faveur des jeunes spécialistes africains (plusieurs postes dans différents lieux d'affectations).

La date limite de dépôt des dossiers de candidature est fixée au 26 janvier 2023 à 23 h 59 minutes (heure d'Addis-Abeba) soit 20 h 59 minutes (heure de Lomé).

Veuillez agréer, monsieur le ministre d'Etat, mesdames/messieurs les ministres et ministres délégués, l'assurance de ma considération distinguée./-



Prof. Robert DUSSEY



Valeurs fondamentales de l'ONU : intégrité, professionnalisme, respect de la diversité

Programme de bourses de la CEA pour de jeunes spécialistes africains (plusieurs postes dans différents lieux d'affectation)

Appel à candidatures, cohorte de boursiers 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 26 janvier 2023, 23 h 59 (heure d'Addis-Abeba)

Structure administrative et rattachement hiérarchique

La CEA est l'antenne régionale des Nations Unies en Afrique. Son mandat est de promouvoir le développement économique et social de l'Afrique. Le double rôle de la CEA en tant qu'organisme régional de l'ONU et partie intégrante du paysage institutionnel régional en Afrique lui permet d'apporter une contribution unique aux efforts déployés par ses États membres pour relever les défis auxquels ils font face en matière de développement. En plus de l'Institut africain de développement économique et de planification (IDEP), la CEA compte aussi cinq bureaux sous-régionaux sur le continent, grâce auxquels elle soutient les priorités et le programme de développement régional et aide les pays africains à réaliser les objectifs de développement durable et à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

La mission de la CEA est de proposer des idées et des actions propices à l'avènement d'une Afrique autonome et transformée, dans le cadre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063.

La mission sera guidée par les cinq nouvelles orientations stratégiques de la CEA, à savoir : renforcer la position de la CEA en tant qu'institution du savoir de premier plan qui s'appuie sur sa position et son privilège uniques pour apporter des solutions mondiales aux problèmes du continent et apporter à ce dernier des solutions locales ; développer des options de politiques macroéconomiques et structurelles visant l'accélération de la diversification économique et de la création d'emplois ; concevoir et mettre en œuvre des modèles de financement novateurs permettant de financer les infrastructures, les ressources humaines, les ressources matérielles et les biens sociaux pour assurer la transformation de l'Afrique ; apporter des solutions aux problèmes régionaux et transfrontaliers en mettant l'accent sur les facteurs de développement importants que sont la paix, la sécurité et l'inclusion sociale ; et défendre la position de l'Afrique dans le monde en développant des réponses régionales en contribution aux questions mondiales de gouvernance.

Étant un centre de réflexion de premier plan en Afrique, la CEA veut faire participer de jeunes Africains brillants au développement des compétences au moyen d'un programme de bourses d'études inscrit dans son programme de travail. Cette initiative s'inscrit dans les efforts déployés par la Commission pour aider les États membres à développer leurs capacités en ce qui concerne la recherche, l'élaboration, l'analyse et la mise en œuvre de politiques économiques et sociales, la gouvernance, ainsi que le suivi et l'évaluation. Le programme de

bourse vise à former une nouvelle génération de jeunes intellectuels africains dotés de solides connaissances en matière d'élaboration de politiques et capables de soutenir les pays africains dans leur processus de transformation et de développement économique et social.

La CEA invite les jeunes spécialistes africains répondant aux conditions requises à présenter leur candidature pour une bourse dans l'un des domaines suivants :

- Politiques macroéconomiques, gouvernance économique et finances publiques ;
- Politiques d'industrialisation et de diversification économique ;
- Intégration régionale, infrastructure et commerce ;
- Développement du secteur privé et financement, y compris les modes de financement novateurs et les marchés de capitaux ;
- Pauvreté, inégalités et politique sociale ;
- Systèmes et sécurité alimentaires ;
- Égalité des sexes et autonomisation des femmes ;
- Dynamique démographique au service du développement ;
- Innovation et technologie ;
- Changement climatique et gestion des ressources naturelles, y compris l'économie verte ;
- Économie du travail et emploi ;
- Communication et planification stratégique, suivi et évaluation.

Le programme de bourses vise à permettre à des jeunes spécialistes d'acquérir une expérience professionnelle et pratique en début et en milieu de carrière dans le monde universitaire, le secteur public ou le développement international en leur offrant une exposition et un apprentissage dans un environnement multiculturel des Nations Unies et en contribuant au travail de la CEA. Les boursiers se familiariseront également avec les vastes programmes et services que la Commission met au service des États membres et des organismes sous-régionaux en ce qui concerne les dimensions économiques et sociales des priorités de développement de l'Afrique. Cela devrait leur permettre d'améliorer leurs compétences, leurs capacités et leurs aptitudes intellectuelles.

Fonctions et responsabilités

Dans la limite des pouvoirs qui leur sont délégués, les candidats retenus exercent les fonctions suivantes :

Les boursiers souscrivent à un programme de travail relatif au développement économique et social, défini en accord avec la Division, le Bureau sous-régional ou le Centre qui les reçoivent. Ils contribuent à l'activité de la Division, du Bureau sous-régional ou du Centre en effectuant

des recherches et des études analytiques, en rédigeant des rapports et en appuyant d'autres activités, en fonctions des instructions qui leur sont données.

Les tâches qui leur seront confiées peuvent notamment porter sur la collecte, l'évaluation, l'interprétation et l'analyse d'informations sur les questions de développement économique, social et politique dans les domaines d'action pertinents. Les boursiers apporteront aussi une contribution aux rapports techniques et d'orientation et aux notes d'information ; ils apporteront un appui à l'organisation et au service de réunions de groupe d'experts, d'ateliers et de séminaires et s'acquitteront de diverses tâches administratives en vue de la bonne exécution des activités. Ils devront préparer un document de recherche et le présenter dans le cadre de leur bourse.

Compétences

Professionalisme : Connaissances et compréhension approfondies des questions de développement socioéconomique et politique ; aptitude conceptuelle et stratégique à analyser et évaluer des questions essentielles relatives au développement socioéconomique et politique en Afrique, y compris aptitude à traduire les données relatives au développement en analyses pertinentes sur les politiques ; aptitude à effectuer des travaux de recherche avec un minimum de supervision. Apporter à l'exécution de ses tâches la conscience et le souci d'efficacité voulus pour être en mesure d'honorer les engagements contractés, de tenir les délais impartis et d'obtenir les résultats escomptés ; agir pour des motifs professionnels plutôt que personnels ; persévérer face aux obstacles et aux difficultés ; garder son calme dans les situations de crise. Prendre la responsabilité de transversaliser la problématique hommes-femmes et d'assurer l'égale participation des femmes et des hommes dans toutes les activités.

Aptitude à la communication : S'exprimer clairement et efficacement, tant oralement que par écrit ; écouter les autres, bien les comprendre et donner suite comme il convient ; poser les questions voulues afin d'obtenir des éclaircissements et faciliter le dialogue ; adapter le langage, le ton, le style et la présentation au public auquel on s'adresse ; partager l'information avec tous ceux qu'elle intéresse et tenir chacun au courant. Capacité à présenter des documents de haut niveau à ses pairs et aux parties prenantes, au niveau institutionnel, régional et international, tant oralement que par écrit, dans un style clair et concis.

Esprit d'équipe : Collaborer avec ses collègues afin d'atteindre les objectifs de l'Organisation ; solliciter les apports, apprécier à leur juste valeur les idées et la compétence de chacun et être prêt à apprendre de lui ; faire passer l'intérêt de l'équipe avant son avantage personnel ; accepter les décisions finales du groupe et s'y plier, même si elles ne cadrent pas parfaitement avec sa position propre ; partager les réussites de l'équipe et assumer sa part de responsabilité dans ses échecs. Aptitude à nouer et entretenir de bonnes relations de travail avec des personnes d'origines nationales et culturelles différentes, dans le respect de la diversité.

Qualifications

Formation : Un diplôme universitaire de haut niveau (maîtrise/master, doctorat ou équivalent) en économie, études de développement, économie politique, affaires internationales, sciences politiques et sociales, paix et sécurité humaine, administration publique, droit, minéraux et ressources naturelles, ingénierie ou dans une discipline connexe est exigé.

- Une proposition de recherche d'au moins 1 000 mots (dans le domaine thématique de prédilection des candidats, choisi parmi les thèmes énumérés plus haut). Les candidats doivent indiquer clairement le domaine thématique de leur choix en haut de leur proposition de recherche ;
- Une copie des titres et diplômes universitaires obtenus (par exemple, doctorat(s) ou master(s)/maîtrise(s)). Le master/maîtrise étant le diplôme minimum requis, il n'est PAS nécessaire de soumettre des documents relatifs à des diplômes ou certificats de niveau inférieur (par exemple, une licence) ;
- Une copie de la page des données personnelles du passeport national ; si vous avez plusieurs nationalités, le passeport fourni doit être celui d'un État membre de la CEA ;
- Trois lettres de référence/recommandation.

Des antécédents impeccables du point de vue de l'intégrité et du respect des règles déontologiques sont indispensables.

Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies est déterminé à atteindre la parité entre hommes et femmes dans ses recrutements. Les femmes qualifiées et les jeunes chercheurs sont particulièrement invités à postuler. Les Nations Unies se sont engagées à créer un environnement diversifié et inclusif et à instaurer un climat de respect mutuel. Des aménagements raisonnables peuvent être prévus pour faciliter la participation des candidates ou candidats en situation de handicap aux procédures de recrutement lorsque cela est indiqué et demandé dans le dossier de candidature.

Conditions de la bourse

Les règles et règlements des Nations Unies régissant les postes temporaires et les conditions ci-après s'appliqueront :

1. Les candidats doivent être âgés de moins de 35 ans au moment du dépôt de leur candidature ;
2. Les candidats doivent être ressortissants d'un État membre de la Commission économique pour l'Afrique ;
3. Les candidats doivent avoir obtenu leur diplôme avant le 1^{er} octobre 2022 (maîtrise ou doctorat, ou diplôme de niveau équivalent) ;
4. Les candidats doivent s'intéresser à un ou plusieurs des domaines thématiques identifiés ;
5. Les candidats sélectionnés travailleront sur un projet prédéfini, conçu pour contribuer à des aspects spécifiques du programme de travail de la Division, du Bureau sous-régional ou du Centre de la CEA où ils seront affectés, et à d'autres activités ;

6. Les candidats devront participer à des réunions nationales, régionales ou internationales, selon que de besoin, pour se familiariser ;
7. Les candidats devront soumettre un document de recherche révisé par des pairs à la fin de leur affectation ;
8. Les candidats feront partie d'une association d'anciens boursiers de la CEA et deviendront membres d'une « communauté de pratique » spécialisée en développement international.

Logistique

1. Les candidat(e)s sélectionné(e)s pour le programme de bourses devront être disponibles pour se rendre sur le lieu d'affectation qui leur aura été assigné, tel que décidé par la CEA après le processus de sélection ;
2. Ils recevront un billet d'avion aller-retour de leur pays de résidence à leur lieu d'affectation ;
3. Ils recevront une prime d'installation unique d'un montant de 3 000 dollars des États-Unis et une allocation mensuelle de 3 000 dollars des États-Unis pendant toute la durée de la bourse. Il est à noter que la dernière allocation mensuelle ne leur sera versée que sur présentation :
 - D'un rapport de recherche examiné par des pairs ;
 - D'un compte rendu complet de la période de bourse ; d'une évaluation finale de leur performance approuvée par leur superviseur ;
 - D'un formulaire d'évaluation du programme de bourses dûment rempli ;
 - D'une carte d'embarquement ou d'un tampon d'immigration indiquant qu'ils ont quitté leur lieu d'affectation et sont retournés dans leur pays, si ces deux lieux sont distincts, à l'expiration du programme de bourses.
4. Le programme de bourses est d'une durée de six mois, mais il pourra être prolongé d'une nouvelle période de six mois au maximum.

LES CANDIDATURES DOIVENT ÊTRE ENVOYÉES PAR COURRIEL À :

Adresse électronique :	RecruitmentPPost@un.org
Ligne d'objet :	Bourses de formation de la CEA pour de jeunes spécialistes africains 2023

Date limite de dépôt des candidatures : 26 janvier 2023, 23 h 59 (heure d'Addis-Abeba)